



**ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS**  
**Conseil interaméricain pour le développement intégré**  
**(CIDI)**



XIII<sup>e</sup> CONFÉRENCE INTERAMÉRICAINNE DES  
MINISTRES DU TRAVAIL  
24-26 septembre 2003  
Salvador, Bahía, Brasil

OEA/Ser.K/XII.13.1  
TRABAJO/doc.9/03  
23 septembre 2003  
Original: anglais

**PROPOSITION D'ÉTUDE DE VIABILITÉ**  
**D'UN MÉCANISME INTERAMÉRICAIN DE COOPÉRATION**  
**POUR LA GESTION DU TRAVAIL PROFESSIONNEL**  
**PRÉSENTÉE PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA**

## **XIIIe CONFÉRENCE INTERAMÉRICAINNE DES MINISTRES DU TRAVAIL (CINT)**

### **Étude de viabilité d'un Mécanisme interaméricain de coopération pour la gestion du travail professionnel**

#### **A. HISTORIQUE**

Dans la Déclaration de Québec issue du Troisième Sommet des Amériques, les Chefs d'État et de Gouvernement ont établi le mandat suivant:

“A fin d'honorer notre engagement de créer davantage de possibilités d'emploi, d'accroître les capacités des travailleurs et d'améliorer les conditions de travail sur tout le Continent, nous reconnaissons qu'il est nécessaire d'examiner, dans toutes les instances interaméricaines et internationales pertinentes, les questions de la mondialisation concernant l'emploi et le travail. Nous demandons à la Conférence interaméricaine des Ministres du travail de continuer à se pencher sur les questions relatives à la mondialisation qui influent sur l'emploi et le travail.”

Ainsi, le Plan d'action du IIIe Sommet des Amériques stipule que, en matière de travail et d'emploi, les Chefs d'État et de Gouvernement

“demanderont à leurs Ministres de faire de nouveaux progrès sur la base de la Déclaration de Viña del Mar qui portait sur les dimensions sociales de la mondialisation et la modernisation des Ministères du travail”; “entameront un processus pour une meilleure collaboration et une meilleure coordination des dimensions “travail” du processus du Sommet des Amériques; et “concevront de nouveaux mécanismes afin d'accroître l'efficacité des projets et autres types d'aide technique destinés à renforcer la capacité des économies plus petites et de leurs institutions.”

Pour leur part, les Ministres du travail du continent ont énoncé ces mandats dans la Déclaration d'Ottawa de la XIIe Conférence interaméricaine des Ministres du travail.

#### **B. NÉCESSITÉ D'UN MÉCANISME INTERAMÉRICAIN DE COOPÉRATION POUR LA GESTION DU TRAVAIL**

Comme suivi des mandats définis par les Chefs d'État au Troisième Sommet des Amériques, les Ministres se sont engagés, à travers le Plan d'action d'Ottawa de la XIIe CINT : (1) à renforcer la capacité des ministères du travail et à mettre en oeuvre des politiques pour le travail et le marché du travail; (2) à élaborer de nouveaux mécanismes afin d'améliorer l'efficacité des projets et des initiatives d'assistance technique afin de renforcer la capacité des ministères du travail des économies plus petites; et (3) à créer un processus destiné à renforcer la collaboration et la coordination avec les institutions clés des Amériques qui joueront un rôle critique dans l'amélioration des conditions de travail.

Dans une économie plus intégrée et technologiquement avancée – objectif auquel aspirent les pays du continent américain – la gestion du travail joue un rôle actif;

Les ministères du travail jouent un rôle vital et à multiples facettes qui consiste à jeter les bases qui permettront d'atteindre les vastes objectifs du Sommet des Amériques :

- Promouvoir et protéger les principes et les droits fondamentaux au travail, conformément à la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail ;
- Préparer le triomphe des travailleurs dans une économie intégrée, en leur donnant les aptitudes nécessaires;
- Améliorer le fonctionnement des marchés du travail par une plus grande sécurité économique et plus de formation pendant les périodes de chômage, et optimiser l'accès aux services d'insertion des travailleurs lors de leur passage à un nouvel emploi.

(Tous les Ministères du travail ne disposent pas de ressources suffisantes pour garantir la sécurité économique des travailleurs pendant qu'ils sont au chômage. Par exemple, le Mexique a des programmes de formation et de bourses pour les travailleurs au chômage, mais il n'offre pas d'assurance-chômage)

- Promouvoir le développement intégré des individus et le potentiel de production des centres de travail;
- Aider à faire mieux comprendre l'impact sur le travail de l'intégration, notamment à travers le dialogue social; et
- Participer activement aux débats essentiels sur les politiques économiques et sociales.

Pour relever ces défis, la prise de décisions devra être moderne et professionnelle, et devra reposer sur une information approfondie, sur l'établissement de liens, sur une capacité de gestion, sur un dialogue social, sur divers moyens de règlement des différends et d'exécution des décisions juridiques;

Nombre de ministères du travail, notamment ceux des économies plus petites, bénéficieraient à cet égard d'un renforcement de leurs capacités;

L'assistance technique et la coopération horizontale jouent un rôle clé dans le renforcement des capacités des ministères du travail;

Nous devons instaurer une plus grande collaboration et une coordination soutenue entre les gouvernements, les acteurs sociaux et les principales organisations internationales du continent, en partant des programmes et initiatives en place, tels que ceux de l'Organisation internationale du travail, de l'Organisation des États américains et de la Banque interaméricaine de développement, et en les complétant;

En particulier, il faut coordonner l'information et les connaissances nécessaires pour que les programmes de coopération horizontale soient efficaces, pour qu'ils s'inscrivent dans le cadre de stratégies de renforcement des capacités viables et pour promouvoir une analyse favorisant l'amélioration continue des initiatives de renforcement des capacités;

Les États membres désirent préciser que l'OIT est l'organisation internationale compétente, qui a le mandat exclusif de fixer les normes internationales en matière de travail et de veiller à leur bonne application à travers ses organes de surveillance tripartites.

## C CADRE DE RÉFÉRENCE

## 1. Objet

L'étude analysera la viabilité des options pour l'établissement d'un mécanisme parrainé par la CIMT et conçu pour répondre aux objectifs suivants:

### MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DU TRAVAIL

Les efforts dans ce sens pourraient comprendre:

- Développement et renforcement d'un cadre de spécialistes formés au niveau opérationnel (y compris pour les inspections); analyse de politiques et administration et, dans le cadre du mandat des ministères, au niveau de l'arbitrage des litiges en matière de main d'oeuvre;
- Classification et diffusion d'informations sur les pratiques optimales;
- Incorporation des techniques modernes de l'information afin d'accroître l'efficacité opérationnelle et la qualité de l'analyse des politiques;
- Modernisation et amélioration des ministères du travail en tant que prestataires de services; valorisation des ressources humaines, développement de l'emploi et fonctionnement efficace des marchés du travail;
- Promotion de l'efficacité des stratégies;
- Mise en oeuvre de systèmes de gestion afin de garantir le respect de l'obligation de rendre compte et le progrès constant.

### ACCROISSEMENT DE LA COLLABORATION ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALES

Les efforts dans ce sens pourraient comprendre:

- Établissement d'un point d'accès unique à l'information sur les ressources disponibles et les pratiques efficaces, sur la base de la classification des pratiques optimales dans des domaines spécifiques de coopération;
- Identification et enregistrement des projets de coopération entre pays et groupes de pays entrepris dans la région;
- Affectation des ressources de coopération horizontale à des besoins spécifiques, y compris l'affectation d'experts et de spécialistes expérimentés;
- Appui au développement, par les gouvernements nationaux, de programmes intégrés de renforcement des capacités par le biais de la coopération horizontale et de l'aide des organismes internationaux pertinents;
- Identification de sources institutionnelles de financement afin d'étendre les projets de coopération existants à d'autres pays et groupes de pays;
- Recherche, analyse et diffusion d'informations sur les exemples fructueux qui affichent des résultats durables;;
- Identification des besoins non encore satisfaits;
- Création d'un espace de formation pour les jeunes cadres du secteur du travail.

## 2. Portée

L'étude tiendra compte des besoins des États membres de l'OEA identifiés dans les travaux des Groupes de travail de la CIMT et évaluera les moyens de maximiser l'utilisation des technologies de la communication et des ressources complémentaires disponibles; elle analysera les

possibilités offertes par les réseaux de contacts et tiendra compte des liens entre homologues stratégiques des milieux universitaires du continent.

### 3. Objectifs

Présenter une série d'options et de recommandations spécifiques afin d'orienter la Conférence interaméricaine des Ministres du travail en vue de la mise en oeuvre d'un mécanisme de coopération en ce qui concerne ce qui suit:

#### i) Rôle

Le mécanisme serait un recours offert sur demande aux gouvernements des Amériques afin d'améliorer la gestion des travailleurs et d'appuyer la CIMT dans son mandat de renforcement de la capacité des ministères du travail du continent en développant l'aptitude des gouvernements et de la Conférence à atteindre les objectifs énoncés au paragraphe 1.

Le mécanisme utiliserait et compléterait les ressources offertes par les organisations internationales essentielles, en particulier celles de l'Organisation internationale du travail et de l'Organisation des États américains, y compris le projet OEA-SISMEL. Cela éviterait les redondances.

L'étude examinera diverses options, y compris, à titre illustratif et non limitatif:

#### - *Coordination de la coopération internationale*

- Création d'un fonds commun d'administrateurs et de travailleurs professionnels expérimentés et gestion d'un réseau qui permette de mettre leurs compétences à la disposition des ministères du travail, en affectant les ressources disponibles à des besoins spécifiques;
- Systématisation des pratiques optimales en matière de main d'oeuvre dans les pays du continent. Les membres de la CIMT auront accès en permanence à ce système à travers l'Internet et d'autres moyens;
- Identification et enregistrement des projets de coopération entrepris dans la région entre des pays et groupes de pays afin d'améliorer l'efficacité et d'étendre la couverture régionale des actions de coopération;
- Établissement de mécanismes de coordination avec les institutions internationales essentielles des Amériques pour la compilation de données et/ou l'établissement de liaisons pour la diffusion d'informations sur les pratiques les plus efficaces, les ressources de coopération internationale et l'évaluation des besoins;
- Collaboration avec l'Institut pour la connectivité dans les Amériques en vue de la recherche de solutions sur l'Internet;
- Travail conjoint avec le SISMEL afin de promouvoir la modernisation des systèmes d'information sur le travail et les marchés du travail;
- Assistance directe aux gouvernements des pays membres de la CIMT pour la conception de plans d'action durables et intégrés en rapport avec le renforcement des capacités par l'utilisation des ressources susmentionnées et le recours à l'Organisation internationale du travail et d'autres institutions possédant les connaissances pertinentes, et appui pour

faciliter l'accès à des sources de financement susceptibles d'aider à la réalisation de ces plans.

- *Analyse*

- Création d'un forum permanent d'analyse, de réflexion et d'échange d'informations sur l'Internet;
- Présentation périodique d'études fondées sur l'expérience des conditions nécessaires à la viabilité et l'efficacité de la programmation;
- Élaboration de stratégies et de nouvelles perspectives pour répondre aux objectifs poursuivis et obtenir des résultats durables dans la poursuite des objectifs de la CIMT;

- *Formation*

- Offrir aux ministères du travail l'espace d'apprentissage nécessaire à la formation de leurs fonctionnaires et de leur personnel subalterne;

Les États membres tiennent à préciser que l'OIT est l'organisation internationale compétente, ayant le mandat exclusif de fixer les normes internationales en matière de travail et de veiller à leur bonne application par le biais d'organes tripartites de supervision.

ii) Partenaires possibles

L'étude identifiera les organisations aux niveaux national et international (y compris les organismes multilatéraux, universités et organisations non gouvernementales à vocation éducative ou susceptibles d'apporter des connaissances techniques) qui pourraient participer en qualité de partenaires à la poursuite des objectifs décrits au paragraphe 1.

iii) Financement

L'étude montrera sur quoi reposent les options présentées, y compris les éventuelles sources de financement, et offrira des suggestions quant à leur efficacité, compte tenu du coût et de la coopération offerte.

iv) Organisation et obligation de rendre compte

L'étude analysera comment le mécanisme pourra être orienté pour être efficace et efficient et répondre en même temps aux intérêts de toutes les parties. Elle tiendra compte, notamment, des moyens d'assurer que les organisations ou institutions rendent compte directement à la CIMT; elle examinera également les modalités d'un mécanisme général de supervision composé d'un comité de direction permanent et non rémunéré, qui devra comprendre la *troïka* des présidences *pro tempore* passées, présentes et futures de la CIMT; et elle examinera également le rôle des représentants des États membres, du COSATE, du CEATAL, des organisations internationales essentielles et des organismes de financement.

v) Administration

S'il est proposé un mécanisme institutionnel, l'étude examinera comment l'administrer, notamment où situer son siège, et quelles seraient les conséquences en matière de ressources humaines et du point de vue des besoins administratifs prévus (par exemple, fournitures de bureau, sites Internet, services de traduction); comment procéder vis-à-vis des politiques de l'OEA en matière de langues pour l'organisation des réunions et la diffusion des documents. Pour maintenir les coûts au minimum, il sera envisagé de faire largement usage des technologies de l'information et des communications, et de demander à chaque État membre de désigner un administrateur national qui opérera sur l'Internet.

vi) Réseau de contacts

L'étude évaluera le rôle du mécanisme en tant que pôle d'attraction d'un réseau de connaissances sur le travail dans les pays du continent, susceptible de favoriser la diffusion des pratiques optimales. Elle envisagera également l'établissement d'un mécanisme virtuel liant les Ministères du travail entre eux et avec d'autres institutions telles qu'universités, organismes internationaux et diverses sources de spécialisation technique en gestion de la main d'oeuvre, formation en ligne et information pour le renforcement des capacités.

4. Direction des travaux de l'Étude

L'Étude sera dirigée par les présidents pro tempore de la CIMT, passés, présents et futurs. Elle sera administrée par l'Unité du Développement social et de l'Éducation de l'OEA, avec la participation des experts reconnus jugés nécessaires.

L'exécution de l'étude se fera selon un processus consultatif avec les dirigeants des groupes de travail créés dans le cadre du Plan d'action de la XIIIe CIMT. L'Étude débouchera sur un rapport provisoire sur les progrès réalisés qui sera présenté aux premières réunions des Groupes de travail.

5. Financement

Le financement de l'étude se décompose de la façon suivante:

- Le Programme de main d'oeuvre du Ministère du développement des ressources humaines du Canada fournira un apport de \$...
- Le Fonds de réserve subsidiaire du Sommet des Amériques, OEA, fournira un apport de \$..., sous réserve des autorisations nécessaires.

(D'autres organismes et apports seront identifiés à mesure qu'ils seront connus).

6. Calendrier

Présentation d'une ébauche..... 7 février 2004

Présentation d'un projet préliminaire à la présidence pro-

tempore et à l'OEA.....

30 avril 2004

Réunion avec les Chefs des Groupes de travail et  
présentation d'un rapport aux membres du Groupe de  
travail.....

Premières réunions des groupes de travail

Présentation du projet final aux ministres de la CIMT, en  
vue de son approbation.....

30 juin 2004